

Convention collective

IDCC : 8541. – **EXPLOITATIONS FORESTIÈRES,  
SCIERIES AGRICOLES DE POITOU-CHARENTES,  
À L'EXCLUSION DES CANTONS DE MONTENDRE,  
MONTLIEU-LA-GARDE ET MONTGUYON  
(Charente-Maritime)**

**(4 avril 1986)**

(Etendue par arrêté du 26 mai 1987,  
*Journal officiel* du 19 juin 1987)

---

AVENANT N° 30 DU 29 OCTOBRE 2009

NOR : AGRS1097073M

IDCC : 8541

---

Entre :

L'union régionale des syndicats d'exploitants forestiers et scieurs de  
Poitou-Charentes,

D'une part, et

L'union régionale FGA CFDT de Poitou-Charentes,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions du 3<sup>e</sup> tiret du *b* de l'article 39 « Garantie de salaire »  
de la convention collective régionale sont abrogées et remplacées par les  
dispositions suivantes :

*b)* Incapacité – 3<sup>e</sup> tiret

« – cette garantie joue dès le premier jour qui suit l'arrêt de travail consé-  
cutif à un accident de travail ou une maladie professionnelle et dès le  
8<sup>e</sup> jour d'absence pour la maladie, l'accident de la vie privée ou l'accident  
de trajet. »

## Article 2

Les dispositions du *f* « Financement » de l'article 39 « Garantie de salaire » de la convention collective régionale sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« *f*) Financement

### Assiette des cotisations

Le financement des garanties définies ci-dessus est assuré par des cotisations assises sur les rémunérations brutes servant de base au calcul des cotisations des assurances sociales agricoles, versées aux salariés, dans la limite du plafond de la sécurité sociale.

Les cotisations sont dues dès le premier jour d'emploi des salariés.

Le taux de cette cotisation est fixé par le protocole d'accord conclu entre Agri-Prévoyance et les signataires de la présente convention collective.

Les règles d'arrondissement, les délais d'exigibilité et l'application des pénalités de retard dans le paiement des cotisations sont identiques à ceux fixés par la législation des assurances sociales agricoles.

Le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des prestations définies est de 1,50 %, à raison de 0,78 % pour les employeurs et 0,72 % pour les salariés.

La cotisation destinée au financement de la garantie d'incapacité temporaire en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle ainsi que la part de la garantie relative à l'accord interprofessionnel du 10 décembre 1977 relatif à la mensualisation est à la charge exclusive de l'employeur.

Ce taux global inclut également le financement des prestations servies au titre du décès, qui représente un taux de 0,26 %, à raison de 0,16 % pour les employeurs et 0,10 % pour les salariés.

Dans ces conditions, les taux de cotisation sont répartis entre les employeurs et les salariés, de la manière suivante :

*(En pourcentage.)*

	À LA CHARGE des employeurs	À LA CHARGE des salariés
Cotisations incapacité	0,37	0,47
Cotisations invalidité	0,25	0,15
Cotisations garantie décès	0,16	0,10
Total	0,78	0,72

### **Article 3**

#### *Extension*

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

### **Article 4**

#### *Entrée en vigueur*

Les dispositions du présent avenant prendront effet le premier jour du trimestre civil suivant celui au cours duquel aura été publié l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Niort, le 29 octobre 2009.

(Suivent les signatures.)